



Le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Sécurité, Jérôme BOUGOUMA :
« Les frontières doivent être des lieux de fraternité et non des barrières »

Journée africaine des frontières

Débats autour de la coopération transfrontalière

La première édition de la Journée africaine des frontières a été célébrée à Fada N'Gourma, le vendredi 7 juin 2013. Elle a été marquée par des réflexions sur la gestion de la coopération transfrontalière.

Sur l'initiative de l'Union africaine (UA), et ce à partir de l'année 2013, le 7 juin est désormais baptisé Journée africaine des frontières. Au Burkina Faso, la commémoration de la 1^{re} édition de cette journée s'est déroulée à Fada N'Gourma, chef-lieu de la région de l'Est, sur le thème : « coopération transfrontalière et lutte contre la criminalité transfrontalière ». L'idée qui émane des ministres en charge des questions de frontières des pays de l'UA a pour objectif de marquer le refus de l'arbitraire et de la séparation forcée des populations, souvent de même culture, par des limites fictives imposées par le colonisateur. Pour l'occasion, le ministre de l'Administration territoriale et de la sécurité, Jérôme Bougouma et une forte délégation de son département ont effectué le déplacement de Fada N'Gourma. Au vu de l'importance de la question, tous les gouverneurs de régions, des experts-topographes et cartographes, des historiens rompus à la tâche ainsi que bien d'autres personnalités de marque étaient invités à la rencontre. Au menu, il y avait une présentation cartographique de l'arrêt de la Cour internationale de justice (CIJ), intervenu le 16 avril 2013, sur le différend frontalier entre le Burkina et le Niger et les implications de cette mésentente. C'est le Directeur général (DG) de l'Institut géographique du Burkina (IGB), Claude Obin Tapsoba, une des chevilles ouvrières dans le dénouement du différend Burkina-Niger, qui s'est chargé de cette présentation. A sa suite, deux autres communications ont été développées. La première a traité de « la gestion des frontières au Burkina Faso » et la deuxième a eu pour thème : « coopération transfrontalière et lutte contre la criminalité transfrontalière : cas de la région de l'Est ». Ces communications ont toutes été suivies de débats, au cours desquels les participants ont soulevé des zones d'ombre et fait des suggestions pour une meilleure gestion des frontières. Parmi les points marquants de ces communications, l'on retient par exemple que sur les 3615 Kilomètres de frontière que le Burkina partage avec les autres pays, 2027 Kilomètres sont bornés, soit un taux de bornage de 56%. Au cours des débats, les intervenants ont voulu des éclairages sur l'application effective de l'initiative du président du Faso consistant à doter chaque département frontalier d'un poste de police, les propositions du gouvernement pour le cas spécifique de la région de l'Est en matière de sécurité, les raisons du différend frontalier entre le Burkina et le Niger, etc. A toutes ces préoccupations, le colonel-major, Alassane Monet, qui a présidé les travaux, a donné des réponses avec l'aide de ses collaborateurs. Celui-ci a estimé que ces réponses ne sauraient être exhaustives et a promis de soumettre certaines préoccupations à qui de droit. En apparence, malgré la décision de la CIJ, certaines revendications sont toujours d'actualité sur la frontière Burkina-Niger et la solution définitive reste le bornage complet de la zone. Dans ce sens, le DG de l'IGB, Claude Obin Tapsoba, a soutenu : « Nous allons, avec nos collègues du Niger, procéder à la matérialisation sur le terrain ».

Refus des frontières fictives
Pour le ministre, Jérôme Bougouma qui s'est réjoui de la présence « très remarquée » de grandes personnalités à la rencontre, signe d'un intérêt pour le sujet, « cette fête africaine, loin de magnifier la balkanisation de l'Afrique, vise plutôt à atténuer ses effets néfastes pour en faire un outil d'épanouissement et de progrès ». En effet, il a souligné que l'institution de cette journée est d'autant plus importante que le grand banditisme et les trafics de tout genre, qui sévissent dans les zones frontalières, créant parfois des mésententes qui peuvent dégénérer en conflit. S'exprimant sur le choix de la région de l'Est pour abriter la rencontre, M. Bougouma a expliqué que c'est parce que l'Est est un carrefour international. Cette région fait frontière avec le Niger, le Bénin et le Togo, ce qui l'expose à tous les fléaux. Pendant les travaux, la Coopération allemande, en particulier la GIZ a reçu les remerciements des autorités qui, selon elles, est un partenaire de taille pour le Burkina dans la recherche de solutions pérennes à ses problèmes de frontières.

Daniel ZONGO
danielzongo62@yahoo.fr